PRÉCIS

POUR

**Madame la Marquise DE LONGUEIL, née DE
LABOULAYE DE MARILLAT, Appelante,**

CONTRE

*MM. DESNANOT et JOUANIQUE, prenant la
qualité de Syndics des créanciers hypothécaires
et chirographaires de M. le Marquis de Longueil;*

ET

*MM. DUJOUHANNE DE JANZAT, ROY DE
LA CHAISE, et autres créanciers chirogra-
phaires;*

En présence de M. le Marquis DE LONGUEIL.

Madame de Longueil a vu périr son patrimoine dans le naufrage où s'est perdu celui de son mari. Un sentiment irréfléchi l'a associée, par d'énormes sacrifices, à une ruine dont elle ne devait pas être solidaire; l'honneur du nom qu'elle porte n'y a rien gagné; ses

182
sacrifices n'ont sauvé ni son repos personnel, ni même les intérêts de ceux à qui ils étaient offerts; la liquidation dont ils étaient le prix n'a pu s'accomplir. Elle veut ressaisir quelques débris d'une fortune qu'elle a reçue de sa famille, et dont elle doit compte à ses enfants. Quand toute autre protection lui manque, qui peut la blâmer de réclamer celle de la Justice ?

FAITS.

Mademoiselle de Laboulaye de Marillat devint, en l'an 12, l'épouse de M. de Longueil.

A cette époque, le régime des Coutumes subsistait encore.

M. de Longueil appartenait, par son domicile, à la Coutume du Bourbonnais; Mademoiselle de Laboulaye de Marillat appartenait, par le sien, à la Coutume d'Auvergne.

Le contrat nuptial, on le comprend, dut s'empresdre de la loi du domicile du mari.

Aussi fut-il écrit dans ce contrat, dressé le 17 vendémiaire, an 12, que « les époux seraient uns et communs en tous biens meubles de présent, acquêts et conquêts, immeubles à faire, suivant la disposition de la Coutume du ci-devant Bourbonnais. »

Mademoiselle de Laboulaye de Marillat se constitua les biens qui lui étaient échus par le décès de M. de Laboulaye de Marillat, son père; plusieurs de ces biens étaient situés en Auvergne.

Madame de Laboulaye de Marillat, née de Salvart, sa mère, l'institua son héritière universelle pour tous les biens dont elle mourrait vêtue et saisie. Ceux qu'elle possédait dès cette époque étaient aussi pour la plupart situés en Auvergne.

Une clause d'exclusion de propres caractérisa, en le modifiant, le régime de communauté adopté par les époux. Cette clause est ainsi conçue : « Pour composer laquelle communauté chacun d'eux

» y confondra la somme de trois cents francs ; le surplus de leurs
» biens , ensemble ce qui leur écherra par successions , donations ,
» bienfaits ou autrement , leur sortira nature de propres à eux et
» aux leurs , de chaque côté et ligne respectivement. »

Enfin , le contrat se termine par ce protocole usité : « Et pour toutes les autres clauses non prévues ni exprimées en ces dites présentes , les futurs se régiront par ladite Coutume du ci-devant Bourbonnais. »

Cette loi nuptiale peut se résumer ainsi :

Communauté d'acquêts ,

Exclusion formelle des propres.

Mais , quant à l'aliénabilité des propres exclus au profit de la femme , aliénabilité permise évidemment par la Coutume du Bourbonnais pour ceux de ses biens qu'elle possédait dans cette province , elle ne résultait d'aucune stipulation conventionnelle pour ceux de ses biens situés en Auvergne , où le statut local la prohibait énergiquement.

A défaut de stipulation relative à l'aliénabilité , les biens d'Auvergne devaient donc rester soumis au régime dotal , c'est-à-dire au régime de l'inaliénabilité ; il n'y était donc pas dérogé.

Madame la marquise de Longueil avait recueilli la succession de son père avant son mariage.

Elle a recueilli , sous l'empire du Code , la succession de sa mère , en vertu de l'institution contractuelle insérée dans le contrat de l'an 12.

C'est aussi sous l'empire du code qu'elle a recueilli , en vertu d'une disposition testamentaire , la succession de M. de Salvart , son oncle maternel.

Les trois successions ont été jetées dans le gouffre où s'est englouti le patrimoine personnel de M. le marquis de Longueil. Quelles causes ont lentement préparé ce désastre ? Mme de Longueil ne veut pas s'en enquérir. Elle ne les révélerait , du reste , que pour excuser le sentiment de sécurité qui les dérobaît à une

généreuse imprévoyance, et pour mettre en relief le sentiment d'honneur qui a voulu couvrir l'éclat d'une ruine trop complète par l'éclat des sacrifices les plus empressés.

Mais ces sacrifices, de la part de Mme de Longueil, n'ont-ils pas dépassé la mesure légale que l'intérêt même de sa famille commandait d'observer? — Voilà la série des actes qui ont consacré son imprudente abnégation.

D'abord, le 26 mars 1840, elle s'est associée à un abandon que M. le marquis de Longueil a fait au profit de ses créanciers hypothécaires, de sa riche terre de Saulzet et de ses autres biens. Elle a apporté pour son contingent :

La terre de *Chausse-Courte*,
Sa propriété de *Biozat*,
Celle de *Charmes*,
Celle de *Brugeat*,
Et celle de *Chambarande*.

Quoique situés sur le territoire de l'ancienne province d'Auvergne, ces biens n'ont pas paru soumis au statut local qui en défendait l'aliénation. On a eu la précaution de les placer sous l'influence du droit nouveau, en exprimant que les uns provenaient de la succession de M. de Salvert, ouverte en 1834, et que les autres provenaient d'échanges opérés à des dates plus récentes. Quant aux premiers, on verra bientôt qu'une indication erronée attribuait à la succession de l'oncle ce qui avait toujours appartenu à la succession du père, ouverte sous l'empire de l'ancien droit. Quant aux autres, peu importerait la date récente des échanges; si les biens donnés par Mme de Longueil étaient dotaux et inaliénables, ceux qu'elle recevait ne prenaient-ils pas par subrogation ce caractère?

Cet abandon considérable laissait à Mme la marquise de Longueil des biens considérables encore, mais que les créanciers avaient dédaignés, parce que, provenant évidemment de la succession

paternelle ou de la succession maternelle, ils étaient considérés comme inaliénables. C'était notamment la propriété de *Fourange*. Il a fallu en quelque sorte faire violence aux créanciers pour les déterminer à en accepter l'abandon. Somme toute a été faite aux créanciers chirographaires de venir en l'étude d'un notaire pour le recevoir. Un acte dressé le 16 août 1841, par M^e Rabusson-Devaure, constate les diligences et l'offre de Mme de Longueil de leur abandonner les biens situés sur les communes de Brout-Vernet et de Saint-Pont, *en leur expliquant bien que ces immeubles étaient soumis au régime dotal absolu*. Cet acte consacre enfin le consentement des créanciers à recevoir cet abandon périlleux.

Enfin il restait à madame de Longueil deux pièces de terre situées dans les mêmes communes, et frappées, à cause de leur origine, de la même inaliénabilité. Suivant acte du 30 novembre 1841, elle en a transmis la propriété à sept créanciers, en les déclarant soumis au régime dotal absolu. Le prix en a été fixé à 5,000 fr. qui ont été compensés avec les créances des acquéreurs, chacun d'eux devant être copropriétaire dans la proportion de ce qui lui était dû.

A la différence de celui-ci, les deux actes des 26 mars 1840 et 16 août 1841 ne sont pas translatifs de propriété. Les créanciers abandonataires, sont seulement investis du mandat de vendre les biens mis à leur disposition et de s'en distribuer le prix, en acquit de leurs créances, sauf à rendre compte de l'excédant ou à recevoir le déficit, s'il y a lieu.

Celui du 26 mars 1840 est consenti au profit des créanciers hypothécaires représentant une masse de 474,195 fr. 55 cent. Mais tous ne sont pas présents; et il est stipulé : « Le présent traité » n'aura d'effet qu'autant qu'il aura été accepté par tous les créanciers hypothécaires de M. et de Madame de Longueil. »

Celui du 16 août 1841, est consenti au profit des créanciers chirographaires, formant une masse de 146,386 fr. 67 cent. On y

186 prévoit la nécessité de faire des démarches pour obtenir l'adhésion de deux créanciers absents, Madame de la Chapelle et M. de la Chaise. Le syndic, c'est-à-dire le mandataire des créanciers, est chargé de ce soin. Il est stipulé que s'il ne peut y parvenir, il est autorisé à remettre à M. et à Madame de Longueil les terrains qui seraient dévolus à ces deux créanciers dans la proportion qui existe entre la valeur totale des biens cédés et le montant total des créances, et ce, au moyen d'un partage opéré par un expert du choix des parties.

Toutes ces combinaisons anormales entouraient de difficultés la liquidation projetée. Ce but dont la perspective avait pu déterminer les énormes sacrifices de Madame de Longueil, échappait aux efforts des mandataires que les créanciers s'étaient donnés. On ne se place pas impunément en dehors des voies légales.

Les syndics, puisqu'il faut appeler ainsi ceux à qui les créanciers ont donné mandat d'agir en leur nom, ne pouvaient parvenir à vendre des propriétés suspectes de dotalité. La propriété de Chaussecourte, recueillie sous l'empire du code, dans la succession de M. de Salvert, semblait toutefois se trouver dans des conditions plus rassurantes. La vente en a été faite, mais avec une sorte de timidité et d'hésitation. Un simple acte sous signature privée, la consacrait d'abord. L'acquéreur, M. Grelliche, a demandé la réalisation de cet acte non seulement au syndic qui l'avait consenti, mais encore à Madame de Longueil qui y était restée étrangère. C'était un moyen imaginé pour la forcer à formuler une prétention dont certaines rumeurs signalaient, disait-on, l'imminence. En vain Madame de Longueil a-t-elle voulu décliner l'action déduite contre elle d'un acte auquel elle n'avait pas concouru, ajourner un débat dont elle ne voulait pas prendre l'initiative, et dont elle n'avait pas encore préparé les éléments; un jugement du tribunal de Riom et un arrêt confirmatif de la cour ont pourvu à la sécurité complète de l'acquéreur, en déclarant valable l'acte du 26 mars 1840.

Il est inutile d'examiner et de discuter les motifs de cette décision. Madame de Longueil l'accepte, en faisant remarquer que, si elle a pu valablement abdiquer son droit à la propriété d'immeubles qui lui sont échus par le décès de M. de Salvert, sous l'influence du droit nouveau, cela ne préjuge nullement qu'elle puisse aliéner les biens que lui a laissés son père, décédé avant la promulgation du Code, non plus que ceux dont elle a été instituée héritière par sa mère, en vertu d'une disposition contractuelle également régie par l'ancien droit.

Cette double question est restée entière. Deux instances l'ont soulevée.

D'une part, Madame la marquise de Longueil, ayant obtenu un jugement qui la sépare de biens d'avec son mari et l'autorise à poursuivre le recouvrement de ses reprises, s'est opposée à ce que les fermiers des biens illégalement abandonnés payassent leurs fermages aux créanciers. M. Desnanot, syndic des créanciers hypothécaires, et M. Jouanique, syndic des créanciers chirographaires, ont demandé conjointement la main-levée de cette opposition, soutenant la validité des actes par lesquels Madame de Longueil avait abandonné ses droits. Mais il n'était pas possible d'engager un débat régulier avec de simples mandataires; un jugement rendu avec eux n'aurait pas été opposable à leurs mandants. Madame de Longueil a dû faire de ce défaut de qualité l'objet d'une exception sérieuse. Toutefois, loin d'éluder le débat qu'elle voulait régulariser, elle a soutenu, subsidiairement, que son contrat de mariage ne contenant aucune dérogation au statut réel qui régissait ses biens d'Auvergne et les frappait d'inaliénabilité absolue, elle devait rentrer dans l'entière et libre disposition de ses biens paternels, parce qu'ils lui étaient acquis au moment du contrat; de ses biens maternels, parce qu'elle les a recueillis en vertu d'une disposition inhérente au contrat. Elle a signalé particulièrement comme biens paternels ceux composant la terre de Chambarande, qu'à tort les indications de l'acte du 26 mars 1840 ont placée dans la succession de Salvert; elle a offert de prouver que son père n'avait cessé d'en

188

jouir, nonobstant la confiscation nationale qui avait suivi son émigration, et l'adjudication qui en avait été faite à M. de Salvart, acquérant évidemment pour son compte; qu'elle l'avait trouvée dans la succession de son père; qu'elle la possédait avant son mariage, et qu'elle avait continué de la posséder par son mari jusqu'à l'acte de 1840. Elle a signalé comme biens maternels ceux de *Fou-range*, abandonnés par l'acte du 16 août 1841.

D'autre part, dans son désir d'obtenir une solution légale et opposable à tous les intéressés, Mme de Longueil a pris l'initiative d'une instance dans laquelle elle a appelé personnellement tous les créanciers chirographaires qui ont pris part, soit à l'acte d'abandonnement du 16 août 1841, soit à l'acte du 30 novembre suivant. Elle avait présumé à l'introduction de cette instance, en révoquant au besoin le mandat de vendre, résultant de l'abandonnement, et en interpellant les créanciers, de déclarer s'ils entendaient ou non se prévaloir de cet acte. Cette interpellation a amené un désistement complet de la part de M. Eléonord Colas-Juville, de M. Emery, de madame veuve Colas-Juville. Et comme, d'un autre côté, Madame de la Chapelle avait refusé son adhésion à l'acte du 16 août 1841, il en est résulté que Madame de Longueil, reprenant les parts de ses quatre créanciers, s'est trouvée dans l'indivision avec les autres, pour les biens ainsi partiellement abandonnés, situation bizarre, illégale, et qui signale d'une manière énergique le vice des actes qui l'ont produite.

Tels étaient les éléments du litige porté devant le tribunal de première instance de Gannat. Trois jugements rendus en l'audience du 19 juin 1846, ont donné aux questions agitées les solutions suivantes :

1° L'exception déduite du défaut de qualité des syndics, a été écartée à l'égard de M. Desnanot, représentant les créanciers hypothécaires, parce qu'après l'exception, Mme de Longueil avait cependant conclu contre lui à la nullité de l'acte du 26 mars 1840,

ence qui concerne les immeubles situés à Chambarande; et à l'égard de M. Jouanique, représentant les créanciers chirographaires, parce que l'instance principale engagée avec ces créanciers directement, recevant le même jour une solution favorable à leurs intérêts, il était sans difficulté de prononcer, au profit de leur syndics, la main-levée de l'opposition. Au fond, il a été décidé, spécialement quant aux biens de *Chambarande*, abandonnés aux créanciers hypothécaires, que, suivant les déclarations de Mme de Longueil, insérées dans l'acte du 26 mars 1840, ces biens lui appartenaient pour les avoir recueillis dans la succession de M. de Salvert, son oncle, et que M. de Salvert lui-même les avait achetés nationalement au district de Gannat, le 21 septembre 1795; — « que les biens échus à Mme de Longueil, comme héritière de M. de Salvert, ne peuvent être dotaux sous aucun rapport, puisque M. de Salvert est mort sous l'empire du code civil... » En conséquence, main-levée a été faite de l'opposition, et l'acte du 26 mars 1840 a été déclaré valable;

2° Sur le débat principal, agité avec les créanciers chirographaires personnellement appelés, les premiers juges ont porté une décision de principe. « Pendant l'existence de la Coutume d'Auvergne, ont-ils dit, le régime de l'inaliénabilité des immeubles des femmes, bien qu'il fût de droit commun pour tout le territoire régi par la Coutume, n'était cependant pas obligatoire et absolu; il pouvait y être dérogé; cette vérité résulte des dispositions combinées des art. 1, 5, 8 et 9, chap. 14 de la Coutume, suivant lesquels les seuls biens des femmes qui fussent inaliénables, étaient les biens dotaux; il dépendait des époux de soustraire tous les biens de la femme à cette inaliénabilité en les rendant paraphernaux, et alors la femme pouvait les aliéner valablement, sans le concours de son mari et sans son autorisation.

» Si la femme qui possédait des biens en Auvergne pouvait les rendre aliénables sans le concours ni l'autorisation de son mari, elle pouvait à plus forte raison leur imprimer le caractère légal de propres de communauté, et, à ce titre, les rendre aliénables

» avec l'autorisation de son mari; — Or, par leur contrat, les
» époux de Longueil, après avoir exprimé que la future se cons-
» tituait tous les biens à elle échus par le décès de son père, en
» quelques lieux qu'ils fussent situés, ont ajouté qu'ils entendaient
» se marier sous le régime de la communauté tel qu'il était réglé
» par la Coutume du Bourbonnais; pour composer cette commu-
» nauté, ils y ont confondu chacun une somme de 500 fr., et ont
» expressément stipulé que leurs autres biens présents, ensemble
» ceux qui leur échoieraient à l'avenir par successions, donations,
» bienfaits ou autrement, leur sortiraient à chacun d'eux nature de
» propres. Par cette clause Mme de Longueil a évidemment donné
» le caractère de propres de communauté à tous ses biens, en
» quelques lieux qu'ils fussent situés; et en outre, par une clause
» finale de leur contrat de mariage, les époux se sont encore
» soumis, pour toutes choses non prévues, aux dispositions géné-
» rales de la Coutume du Bourbonnais, suivant les dispositions
» des articles 233 et 238 de cette Coutume; les biens de la femme,
» qui lui étaient propres de communauté, étaient valablement alié-
» nables par la femme, avec le consentement et l'autorisation de
» son mari; ainsi l'acte d'abandonnement du 16 août 1841, doit
» recevoir son exécution. D'ailleurs, est-il ajouté, il a été reconnu
» que tous les biens compris dans ledit acte, sont des biens mater-
» nels, provenant à Mme de Longueil de la succession de Mme de
» Marillat, sa mère, et ce fait constant place la cause, en droit, sous
» l'empire d'une autre série de motifs. Le contrat de mariage des
» époux de Longueil est en date du 17 vendémiaire, an XII, corres-
» pondant au 10 octobre 1803; par une des clauses de ce contrat,
» Mme de Marillat, mère de Mme de Longueil, l'a instituée héri-
» tière de tous les biens qui lui écherraient au jour de son décès.
» Le titre 2 du livre III du Code civil, intitulé : *Des Donations*
» *entre-vifs et des Testaments*, et notamment le chap. VIII de ce
» titre, intitulé : *Des Donations faites par contrat de mariage aux*
» *époux et aux enfants à naître du mariage*, étaient promulgués
» et en vigueur depuis le 13 de la même année 1803, environ cinq

» mois avant le contrat de mariage. Mine de Marillat est décédée
» vingt-deux ans plus tard, en 1825; les art. 1082 et 1083 du Code
» civil, placés au chapitre VIII du livre III sus indiqué, règlent la
» forme, l'objet et les effets des donations faites aux époux par
» contrat de mariage, de tout ou partie des biens que le donateur
» laissera à son décès, donations connues dans l'ancien droit, de
» même que dans la pratique nouvelle, sous le nom d'institutions
» contractuelles. Des rapprochements de ces dates, il résulte que
» l'institution faite par Mme de Marillat au profit de Mme de Lon-
» gueil a eu lieu sous l'empire du Code civil, telle qu'elle était
» permise et réglée par les art. 1082 et 1083 du Code civil; de
» l'art. 1590 du même Code, combiné avec les art. 1, 6 et 7 de la
» loi du 30 ventôse an XII; il résulte en outre que les dispositions
» de la Coutume d'Auvergne et de toutes autres Coutumes rela-
» tives aux institutions contractuelles, ont été abrogées par le titre
» du Code civil sur les donations et testaments, et cela avec d'autant
» plus de raison que déjà la législation intermédiaire, notamment
» la loi du 17 nivôse, an II, avait prohibé les institutions contrac-
» tuelles. Ainsi les biens recueillis par la dame de Longueil dans la
» succession de sa mère, lui sont provenus d'une institution faite et
» ouverte sous l'empire du Code civil, et par conséquent ils ne
» peuvent être ni dotaux ni inaliénables, puisqu'elle était mariée sous
» le régime de la communauté. L'objection prise de ce que l'abro-
» gation du statut d'Auvergne n'a été complétée que par l'art. 1590
» du Code civil est sans force, parce que, sous l'empire du Code,
» l'institution contractuelle autorisée par les art. 1082 et 1083 est
» bien régie par la loi du contrat, en ce qui concerne son exis-
» tence et ses effets entre l'institué et l'instituant, mais elle est régie
» encore par la loi de l'ouverture, en ce qui concerne la disposi-
» tion des biens qui restent à l'instituant jusqu'à son décès, et passent,
» à cette époque seulement, entre les mains de l'institué, qui n'a
» jusqu'alors sur ces biens aucun droit réel, mais seulement une
» espérance comparable en droit à celle qui résulterait d'un testa-
» ment irrévocable. Enfin l'acte du 16 août 1841 est un a. te d'a-

- » bandonnement qui est autorisé par l'art. 1267 du Code civil, qui
- » n'est soumis à aucune règle, et dont les effets se régissent par la
- » volonté des parties contractantes, exprimée dans l'acte lui-même.
- » Un pareil acte n'a rien d'illicite et d'insolite. »

Ce même jugement statuant à l'égard de Madame de la Chapelle, créancière qui n'a pas adhéré à l'abandonnement, déclare qu'à tort Madame de Longueil a formé contre elle une demande en nullité de l'acte qui lui est étranger, et qu'au surplus les motifs qui précèdent écarteraient cette demande.

3° Ces motifs textuellement reproduits, fondent un troisième jugement qui valide la vente du 30 novembre 1841, consentie directement au profit de quelques créanciers chirographaires.

Madame la marquise de Longueil demande à la cour l'infirmité de ces sentences.

Les appels qu'elle a interjetés ont mis en présence, d'une part, M. Desnanot, syndic des créanciers hypothécaires, et M. Jouanique, syndic des créanciers chirographaires; d'autre part, les créanciers chirographaires eux-mêmes appelés à défendre l'acte d'abandonnement du 26 août 1841; d'autre part enfin, ceux des créanciers hypothécaires à qui a été consentie la vente du 30 novembre suivant.

MM. Desnanot et Jouanique auront encore à répondre du vice de qualité qui empreint la demande dont ils ont pris l'initiative contre Madame de Longueil, pour obtenir la main-levée de son opposition en payement des fermages : il est bien certain que le mandat purement volontaire dont ils sont revêtus, ne saurait, comme dans le cas d'un syndicat commercial, leur donner le droit d'ester en justice pour leurs mandants.

Mais comme, en cour souveraine, il faut plaider à toutes fins, Madame de Longueil n'hésite pas à résumer les moyens qui pro-

tègent sa cause vis-à-vis de tous les adversaires qui ont triomphé de son droit en première instance.

Supposant la jonction des appels, pour concentrer et simplifier le débat, elle se propose de démontrer, comme critique des jugements attaqués et en réponse au mémoire publié par les intimés,

1° Que, pour ses biens d'Auvergne, elle a été soumise à la protection du statut réel qui était en vigueur au moment de son contrat de mariage, et qui les déclarant dotaux, les rendait absolument inaliénables;

2° Qu'aucune stipulation du contrat n'a dérogé à ce statut réel;

3° Qu'ainsi tous les biens qui lui appartenaient lors de son contrat, ont été frappés d'inaliénabilité, notamment ceux qui lui étaient échus par le décès de son père et qu'on a voulu soustraire à l'application de ce régime, en supposant qu'elle les avait recueillis dans la succession de M. de Salvert, son oncle;

4° Que cette règle s'applique aux biens que lui a donnés sa mère et qu'elle a recueillis, en vertu de l'institution contractuelle inhérente à son contrat de mariage, et soumise, quant à ses effets, à la loi qui régit ce contrat;

5° Que d'ailleurs, quel que soit le caractère de ses biens, les actes qui les mettent à la disposition de ses créanciers sont entachés d'illégalités qui en rendent l'exécution impossible.

DISCUSSION.

PREMIÈRE PROPOSITION.

Le contrat destiné à régler les conditions civiles de l'union de M. et de Madame de Longueil a été dressé le 17 vendémiaire, an 12.

Il est antérieur à la promulgation du titre de notre code mo-

derne, qui régit le contrat de mariage et les droits respectifs des époux.

Sa date seule le soumet donc à l'influence de l'ancien droit.

M. de Longueil habitait le Bourbonnais, son domicile devait être le domicile conjugal; la coutume du Bourbonnais a dû être en conséquence la loi générale, le statut personnel des époux.

Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer dans leur contrat nuptial des clauses inspirées par l'esprit de cette coutume : communauté d'acquêts, exclusion de propres, adoption du régime coutumier pour toutes les clauses non prévues dans ce contrat de communauté conventionnelle.

Or, la Coutume du Bourbonnais permettait l'aliénation des biens de la femme. En stipulant que ses immeubles lui resteraient propres, Madame de Longueil n'avait pas stipulé qu'ils seraient dotaux. Partant, ceux qu'elle possédait sur le territoire de la province soumise à ce statut réel ont pu être aliénés sans difficulté.

Mais il en est autrement de ceux qu'elle possédait sur le territoire de la province d'Auvergne. La coutume de cette province répugnait au système de la communauté; profondément empreinte de droit écrit, elle disposait en son chap. XIV :

« Art. 1^{er}. Femme mariée ou fiancée est en la puissance de son mari, excepté quant aux biens adventifs et paraphernaux, desquels elle est réputée mère de famille et dame de ses droits.

» Art. 5. Les mari et femme, conjointement ou séparément, constant le mariage ou fiançailles, ne peuvent vendre, aliéner, permuter, ni autrement disposer des biens dotaux de ladite femme, au préjudice d'icelle, et sont telles dispositions et aliénations nulles et de nul effet et valeur, et ne sont validées par serment.

» Art. 8. Tous les biens que la femme a au temps de ses fiançailles sont tenus et réputés *biens dotaux*, s'il n'y a dot particulière constituée en traitant mariage. »

Ce statut réel régissait de plein droit les biens d'Auvergne. Il sti-

pulait pour Madame de Longueil ; il arrêtait , à la limite qui séparait l'Auvergne du Bourbonnais , la faculté qu'avait Mme de Longueil de disposer de ses propres avec le concours de son mari.

C'était en effet une maxime constante de l'ancien droit que l'autorité de chaque Coutume était renfermée dans son territoire , et ne pouvait s'étendre que sur les biens qui y étaient soumis. « Ce serait, » disait Cochin (t. 3, 554), donner à une Coutume un empire qui » ne peut jamais lui convenir sur une autre qui ne lui est point » subordonnée et qui est revêtue de la même autorité. »

Le savant commentateur de la Coutume d'Auvergne , Chabrol , résumait ainsi toute la théorie de la puissance du statut réel : « On » a toujours pensé , en Auvergne et en Bourbonnais , que la femme » mariée en Auvergne pouvait valablement vendre ses biens de » Bourbonnais sans l'autorisation de son mari , et que celle mariée » en Bourbonnais ne pouvait point aliéner ses biens d'Au- » vergne. » (Tom. 2, p. 225.)

Et de son côté , le commentateur de la Coutume du Bourbonnais , Auroux des Pommiers , sur la foi d'un acte de notoriété des officiers du présidial de Moulins et d'une consultation rapportée par Duplessis , enseignait « qu'une femme domiciliée à Paris ne » peut aliéner le fonds dotal qu'elle possède en pays de droit écrit , » et qu'au contraire une femme mariée en pays de droit écrit , » où la loi *Julia* s'observe , a la faculté d'aliéner les biens qu'elle » possède à Paris et dans les autres provinces où la loi *Julia* n'est » pas reçue. » (P. 386.)

Cette doctrine , attestée d'ailleurs par tous les interprètes de l'ancien droit , et notamment par Boulenois , en son traité du Statut réel et du Statut personnel , n'est nullement contestée par les adversaires. Ils l'ont reconnue en première instance ; ils la proclament encore dans leur mémoire. C'est donc une prémisse irrévocablement acquise. La dotalité était en Auvergne de droit commun ; la femme mariée en Bourbonnais ne pouvait aliéner ses biens dotaux situés en Auvergne.

DEUXIÈME PROPOSITION.

I. Il n'a pas été dérogé, par le contrat de mariage de M. et de Mme de Longueil, à cette règle du statut local.

Sans doute ce n'était point une règle absolue. A la différence de la Coutume de Normandie, la Coutume d'Auvergne permettait de stipuler l'aliénabilité des biens de la femme.

Cette aliénabilité existait pour les biens paraphernaux dont la femme pouvait disposer comme *dame de ses droits* (Art. 1^{er} du chap. XIV).

Elle pouvait résulter aussi de la clause par laquelle la femme se constituait une dot particulière en traitant mariage (Art. 8).

Écoutons encore Chabrol sur l'art. 8 :

« Tous les biens qui appartiennent à la femme lors de ses fiançailles lui sont dotaux, si le contrat de mariage ne le règle pas différemment. » Voilà le précis de cet article :

» La convention contraire à ce droit général peut être expresse ou tacite.

» Elle est expresse, s'il est stipulé que les biens actuels de la femme seront réputés paraphernaux, en tout ou en partie, et qu'elle se les réserve comme tels.

» La convention est tacite s'il est dit simplement que la femme se constitue en dot tels et tels biens, et qu'elle en ait d'autres. L'effet de cette constitution *particulière* est de rendre le surplus des biens paraphernal, d'en ôter conséquemment la jouissance et l'administration au mari, et d'en laisser la femme *dame et maîtresse*, conformément aux articles 1 et 9 de ce titre. »

Ceci posé, le contrat de l'an XII contient-il une dérogation expresse; implique-t-il au moins dérogation tacite à la règle d'inaliénabilité des biens d'Auvergne ?

Aucune dérogation n'y est exprimée, au point de vue de la communauté d'acquêts, qui fait la base de leur association conjugale, et sous l'influence du droit coutumier qui régit cette communauté, les parties gardent le silence le plus complet sur le sort des biens d'Auvergne appartenant à la femme. Le statut réel stipule pour elle, et les termes du contrat lui laissent toute sa puissance.

Aucune dérogation tacite ne saurait résulter ni de l'établissement d'une communauté d'acquêts, ni de la clause d'exclusion des propres, ni de la relation à la Coutume du Bourbonnais pour les clauses non prévues.

« Quoique la communauté ne soit pas d'un usage ordinaire en »
» Auvergne, cependant on la stipule quelquefois, surtout dans le »
» cas où la fille est originaire des lieux où il y a communauté; la »
» femme commune en biens profite des gains qui se font dans la »
» communauté.
» Néanmoins, il est contraire à l'esprit de la Coutume qu'une »
» femme, en se rendant commune, puisse aliéner sa dot; la somme »
» qu'elle confond dans la communauté est réglée; c'est tout ce »
» qu'elle peut perdre... Si la femme pouvait aliéner, sous prétexte »
» qu'elle est en communauté, ce serait encore un moyen ouvert »
» au mari pour aliéner les biens de sa femme, contre l'esprit gé- »
» néral de la Coutume. Ainsi la femme qui, en stipulant la com- »
» munauté, y a apporté et confondu 1,000 livres, par exemple, »
» ne peut risquer la perte que de cette somme; et de même que le »
» surplus de ses biens lui resterait propre à Paris, *il lui demeure »
» dotal en Auvergne*, avec tous les caractères de la *dotalité* (si »
» on peut s'exprimer ainsi), dont le principal est la défense »
» d'aliéner. »

Cette solution de Chabrol (t. 2, p. 199) s'applique si topiquement à la cause, qu'elle dispense de tout commentaire. Tenons donc pour certain que l'établissement d'une communauté conjugale et surtout d'une communauté réduite aux acquêts, loin de déroger

168 au principe de l'inaliénabilité de la dot en Auvergne, est au contraire la confirmation implicite de cette prohibition.

II. L'exclusion des propres a le même caractère et la même signification.

Exclure de la communauté les propres de la femme, ce n'est certainement pas les paraphernaliser et les rendre aliénables. D'abord, il faut considérer que toutes les combinaisons du contrat du 17 vendémiaire an 12, sont dominées par ce régime de communauté qui est la loi nuptiale. Conformément à la pratique usitée dans le Bourbonnais, la communauté proprement dite est modifiée en ce que les biens des époux en sont exclus. Cette exception au régime de la communauté ne s'étend pas au-delà de l'exclusion stipulée; et réciproquement, cette exclusion ne peut avoir d'autre effet que d'empêcher la communauté d'absorber les propres des époux.

En Bourbonnais, le régime de la communauté pouvait recevoir une exception : l'exclusion des propres. Cette exception a été stipulée.

En Auvergne, le régime dotal pouvait être modifié par une constitution particulière de dot, par l'établissement d'un paraphernal; il ne l'a pas été.

Donc, en excluant ses propres de la communauté, Madame de Longueil n'a pas dérogé au statut qui prohibait l'aliénation de ses immeubles d'Auvergne.

III. Cette dérogation ne se rencontre pas davantage dans la stipulation qui, pour les clauses non prévues, se réfère à la coutume du Bourbonnais.

De quoi s'agissait-il en effet? de régler toutes les conditions de cette communauté d'acquêts établie sous l'empire de la coutume qui était la loi générale du contrat. C'est comme si les époux s'étaient soumis purement et simplement aux dispositions de la coutume de leur domicile, pour tout ce qui concernait leur communauté d'acquêts. Il est évident qu'une clause de cette nature

était impuissante pour soustraire les biens d'Auvergne au droit spécial qui les régissait. La prohibition de vendre les immeubles de la femme dans cette province était trop énergique pour qu'elle pût céder à une clause de style, à un protocole de pure forme.

Quoi! s'écrient les adversaires, madame de Longueil pouvait, en se constituant ses biens comme paraphernaux, se réserver la faculté d'en disposer sans le consentement de son mari, et, quand elle se les est constitués comme propres de communauté, elle ne pourrait les aliéner avec la garantie résultant du concours marital! rien n'est plus simple. Si elle n'a pas usé de la faculté qui lui était donnée de se constituer, comme paraphernaux, ses biens d'Auvergne, elle est restée sous la protection du droit qui les déclarait inaliénables: cette protection valait assurément mieux que la garantie du concours de son mari pour les vendre.

Loin de contenir une dérogation au statut d'Auvergne pour les biens soumis à son influence, le contrat de l'an 12 renferme au contraire des combinaisons équipollentes à ce régime.

Ainsi, pourquoi à côté d'une stipulation de communauté d'acquêts, avec exclusion formelle de propres, une constitution particulière de dot? — Cette redondance de précautions n'implique-t-elle pas la volonté d'entourer la dot constituée de tous les moyens de conservation qui peuvent la protéger? Dans une espèce régie par l'ancien droit écrit, il a été décidé « que lorsque la femme » déclare se constituer ses biens, cette déclaration ne peut avoir » d'autre objet que la constitution dotale; que ces expressions sont » répulsives de la paraphernalité. » (Arrêt de la cour d'Agen, du 20 avril 1841, J. du palais., t. 2 de 1841, p. 456).

La Cour de cassation a également reconnu, en brisant un arrêt qui avait décidé le contraire, que les époux qui, en se mariant sous la coutume de Normandie, ont établi entr'eux une communauté d'acquêts et stipulé que le surplus de leurs biens leur demeurerait propre, ne doivent pas être réputés avoir entendu déroger, quant à ces biens propres, au régime dotal du statut normand; qu'en conséquence les biens propres de la femme sont demeurés dotaux

et par suite inaliénables. (Arrêt du 10 février 1841. Sirey, 41, 1, 234).

Il faut donc reconnaître que le contrat de mariage du 17 vendémiaire, an 12, a laissé à la Coutume d'Auvergne toute sa puissance sur les biens que madame de Longueil possédait en cette province.

TROISIÈME PROPOSITION.

L'inaliénabilité décrétée par ce statut réel s'applique d'abord aux biens que, même antérieurement à son mariage, madame de Longueil avait recueillis dans la succession de M. de Marillat, son père.

Or, M. de Marillat possédait notamment les biens de *Chambarrande*, situés sur les communes de St.-Pont et de Brout-Vernet, en Auvergne.

Ces biens ont été compris parmi ceux abandonnés aux créanciers hypothécaires, par l'acte du 26 mars 1840.

Vainement, pour les soustraire au principe de l'inaliénabilité découlant de l'ancien droit de la province, prétend-on que Mme de Longueil les a recueillis dans la succession de M. de Salvart, son oncle, qui lui est échue sous le Code civil.

Il est bien vrai que le contrat d'abandonnement leur attribue cette origine.

Il est bien vrai que cette origine semble établie par un acte d'adjudication nationale tranchée au profit de M. de Salvart.

Mais ce n'est là qu'une vaine apparence.

Il a été expliqué, et Mme de Longueil offre encore de prouver, que ces biens ont toujours appartenu à M. de Laboulaye de Marillat ;

Que son émigration avait pu les soumettre à la main-mise nationale ; mais que l'adjudication tranchée au nom de M. de Salvart,

son beau-frère, était une pieuse fraude employée pour les lui conserver;

Qu'en effet, pendant l'émigration de M. de Marillat, ils ont été régis pour son compte, et qu'à son retour il a continué de les régir lui-même;

Qu'ils étaient en ses mains lors de son décès; qu'il en jouissait comme légitime et exclusif propriétaire, et que Mlle de Marillat, sa fille, les a trouvés dans sa succession;

Qu'elle en jouissait au même titre, lors de son mariage avec M. de Longueil;

Et que M. de Longueil a continué pour elle une jouissance qui, commencé par elle ou son auteur, ne peut profiter qu'à elle;

Que depuis 1793 notamment, les impôts ont toujours été payés par elle ou par son père.

D'où la conséquence qu'en admettant une translation de propriété sérieuse, en 1793, au profit de M. de Salvert, qui n'a jamais possédé, l'influence de tout titre translatif disparaîtrait devant la prescription conquise par Mme de Longueil depuis cette époque.

QUATRIÈME PROPOSITION.

Le principe de l'aliénabilité s'applique avec la même puissance aux biens d'Auvergne que Mme de Longueil a reçus de sa mère.

En effet, ils lui ont été donnés dès le 17 vendémiaire an XII, en vertu de l'institution contractuelle insérée au contrat de mariage.

Peu importe que le bénéfice de cette institution se soit réalisé par le décès de Mme de Marillat, arrivé sous l'empire du Code.

Du jour de la célébration du mariage, il y avait, au profit de Mme de Longueil un droit *irrévocablement* acquis. L'émolument de ce droit était *éventuel* en ce sens que la succession de Mme de Marillat pouvait être plus ou moins considérable. Mais, il faut le répéter, le droit était *irrévocable*; il datait de l'institution, et

dès cette époque les biens que la volonté de l'instituante transmettait en cette forme à sa fille, recevaient de la loi alors en vigueur, l'empreinte tutélaire de l'inaliénabilité.

Écoutons encore le grave commentateur de la Coutume d'Auvergne : « Non-seulement, dit-il (p. 263), les biens dont la femme » est propriétaire dans le moment de son mariage lui sont dotaux, si » le contrat ne contient pas de clause contraire, mais il en est de » même de ceux dont l'espérance est déjà certaine, quoiqu'ils ne » soient pas encore acquis, comme le bien d'une institution contrac- » tuelle, qui ne dépouille pas l'instituant, et ne s'entend que des » effets dont il mourra saisi et vêtu. Les biens qui arrivent à la femme » dans le cours de son mariage, par l'effet d'une pareille institution, » sont dotaux; ainsi les biens même que l'instituant ne possédait » pas encore lors de l'institution qu'il a faite en faveur d'une fille » qui se mariait, lui sont réputés dotaux, et ils sont censés cons- » titués en dot par le mariage qui contient l'institution.

» Cette disposition venant à s'accomplir a un effet rétroactif au » temps du contrat de mariage, dans lequel elle a été faite; la suc- » cession de l'instituant est dès-lors assurée à la femme, quoique le » plus ou le moins de ce qui compose cette succession n'ait rien de » certain et de fixe. On l'a ainsi décidé par un arrêt rendu en faveur » des nommés Barge, de Thiers, et la sénéchaussée d'Auvergne » l'avait jugé auparavant par une sentence du 20 juillet 1640... Le » contraire ne fait plus de doute depuis l'arrêt Barge. »

Cette prémisse se refuse à tout commentaire. Abordons immédiatement l'objection : Les adversaires, avec l'autorité du premier juge, placent la cause en dehors de ce principe, en soutenant que, lors du contrat du 17 vendémiaire, an XI, le titre des *donations et testaments*, qui a pris place dans notre Code civil, était déjà promulgué, que les art. 1082 et 1083 réglaient par conséquent l'institution contractuelle qui a été faite, et qu'ainsi le statut coutumier se trouvait expressément abrogé.

Oui, les articles 1082 et 1083, confirmatifs des principes de l'ancien droit, sur la faculté de disposer par institution contractuelle, étaient promulgués. Ils avaient levé l'obstacle que la loi du 17 nivôse, an 11, avait transitoirement apporté aux dispositions de cette nature.

Mais l'art. 1390 qui a abrogé les Coutumes dans leurs dispositions relatives au mariage n'existait pas encore.

Donc, pour leurs biens d'Auvergne, la loi nuptiale des époux était toujours le statut d'Auvergne, de même que, pour leur communauté, leur loi nuptiale était la Coutume du Bourbonnais.

Il ne faut pas confondre *la faculté de disposer, l'étendue et la forme de la disposition, avec le caractère des biens donnés.*

Les art. 1082 et 1083 réglaient incontestablement le droit qu'avait Mme de Marillat de donner à sa fille tout ou partie des biens qu'elle laisserait à son décès. Mais ils n'introduisaient pas un droit nouveau, et loin d'abroger les statuts coutumiers, ils en étaient au contraire la consécration la plus explicite.

Quant au statut local qui fixait le caractère et réglait le sort des biens donnés à la femme, il conservait encore toute sa puissance. C'est sous son influence que la volonté de l'instituante s'est manifestée; tout était accompli quant au droit résultant de l'institution, lorsque le statut a été abrogé.

Que Madame de Marillat ait donné, en vertu du droit ancien ou en vertu du Code civil qui le confirmait, peu importe. Ce que Madame de Longueil recevait à titre d'épouse était protégé par l'ancien droit, toujours en vigueur sur ce point. Voilà ce qu'il importe de considérer.

Cette distinction entre le droit qui régit la donation et le droit qui régit les biens donnés est fondamentale et décisive. Une jurisprudence constante la maintient. On peut consulter comme consacrant ce principe les arrêts de la cour de cassation des 6 avril 1818 (Sirey, 19, 1, 65); 25 novemb. 1822 (Sirey, 23, 1, 101); 11 nov. 1828 (Sirey, 29, 1, 63); 2 avril 1834 (Sirey, 34, 1, 666); 12 juillet 1842 (Sirey, 42, 1, 691).

Il faut donc tenir pour constant, avec la cour suprême, « que
 » le régime conservateur de la dot, dans l'intérêt de la femme et
 » de ses héritiers, établit un statut réel qui, étant indépendant
 » de la capacité des personnes, n'aurait pu être abrogé que par une
 » loi positive; — que les effets d'une disposition entre-vifs irrévocable
 » sont réglés par les lois qui existaient au moment de leur
 » confection... »

Les adversaires citent dans leur mémoire, p. 25, un arrêt qui, loin d'affaiblir cette doctrine, la fortifie au contraire. Il en résulte que des biens échus par succession, sous le Code, n'étaient pas dotaux, comme ceux échus sous l'empire du droit coutumier, parce qu'il ne faut pas confondre *les droits irrévocablement acquis* avec des expectatives. Or, une succession future est une expectative; une institution contractuelle crée un droit irrévocablement acquis.

Partout il restera, d'une part, que Madame de Marillat avait capacité pour assurer à sa fille toute sa succession par voie d'institution contractuelle; qu'elle a régulièrement usé de cette faculté par l'acte du 17 vendémiaire, an 12, et que cette disposition était irrévocable. (Art. 1082 et 1085 du Code civil.)

D'autre part, que les biens ainsi transmis à Madame de Longueil prenaient à l'instant même le caractère dotal et inaliénable que leur imprimait le statut du lieu de leur situation, statut réel auquel cette forme de disposer ne portait aucune atteinte. (Art. 5 et 8 de la Coutume d'Auvergne.)

Et si l'on considère que Madame de Longueil était l'unique enfant de Madame de Marillat, qu'elle était seule appelée à recueillir sa succession; que dès lors une institution contractuelle était à peu près inutile, on se convaincra que cette disposition a dû avoir pour but et doit avoir effet de placer les biens de l'instituée sous la protection de la loi spéciale qui les régissait alors.

Ces propositions constituent toute la cause de Madame la marquise de Longueil, en ce qui touche la nullité des actes qui dépouil-

lent madame de Longueil de ses biens d'Auvergne, au mépris de la loi spéciale qui en proclamait l'inaliénabilité.

Ces solutions devront s'appliquer 1° aux créanciers hypothécaires qui ont reçu, par l'acte du 26 mars 1840, l'abandonnement des biens de *Chambarande*, provenant de la succession paternelle;

2° Aux créanciers chirographaires qui ont reçu, par l'acte du 16 août 1841, l'abandonnement des biens de *Fourange*, provenant de la succession maternelle ;

3° Aux acquéreurs de biens de même origine, suivant l'acte du 30 novembre 1841 ;

4° Et à madame de la Chapelle, créancière qui a refusé son adhésion à l'abandonnement et qui a requis une inscription d'hypothèque judiciaire sur les biens dotaux de madame de Longueil.

CINQUIÈME PROPOSITION.

Si les actes attaqués par madame de Longueil, ne tombaient pas devant le droit spécial qui les prohibe, ils ne pourraient, comme actes d'abandonnement, se soutenir en présence du droit commun.

Quand le législateur a permis la cession de biens volontaire, c'est-à-dire, l'abandon par le débiteur de tous ses biens pour se libérer, quand il a attaché à ce contrat l'effet résultant des stipulations intervenues entre les parties, il a supposé à ces stipulations une efficacité quelconque, une exécution possible.

Il est de l'essence d'un tel contrat qu'il profite à tous les créanciers, et que, sauf les droits de préférence acquis, il les place dans une situation égale.

Il ne transfère pas la propriété; il confère mandat de la vendre pour en distribuer le prix; il doit aboutir à une liquidation.

Or, les actes dont il s'agit créent une situation étrangement anormale.

D'abord, ils ne sont pas acceptés par tous les créanciers : il y a refus d'adhésion de madame de la Chapelle. Il y a désistement formel de plusieurs de ceux qui avaient d'abord adhéré.

Ensuite, l'abandonnement réserve à madame de Longueil les parts qui pourraient compéter à ces créanciers placés en dehors du contrat.

Comment dès-lors le contrat pourrait-il s'exécuter?

De quel droit quelques créanciers disposeraient-ils du gage de tous?

On conçoit ce droit quand il s'exerce en vertu d'un mandat *in rem suam* auquel ont concouru le débiteur et tous les créanciers. Mais quand l'unanimité des créanciers manque, il ne reste plus qu'un mandat ordinaire que le débiteur peut révoquer. Madame de Longueil a révoqué le sien.

Et puis comment concilier le droit des créanciers sur une partie des biens avec celui réservé avec madame de Longueil sur l'autre partie? de quel nom appeler cette étrange indivision?

Comment contraindre les créanciers résistant, madame de la Chapelle, par exemple, qui a obtenu hypothèque, à accepter leur dividende?

Les parties ont-elles eu la volonté de se soumettre à toutes les conséquences de ces anomalies?

Le contrat inexécutable ne doit-il pas être tenu pour non avenu?

Telles sont, sommairement exposées, les bases de la discussion orale qui va s'ouvrir. Elles sont offertes aux méditations de la cour,

avant l'audience où elles recevront le développement dont elles ont besoin.

F. GIRERD, *Avocat du Barreau de Nevers,*
Rédacteur du Mémoire;

ROUHER, *Avocat;*

MARCHAND, *Avoué.*